

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article9233>

L'Allemagne renforce son dispositif anti-terroriste

- Défense - International -



Date de mise en ligne : mercredi 12 novembre 2008

Spyworld Actu

Le Bundestag a approuvé un projet de loi controversé qui doit renforcer les pouvoirs du BKA, la police criminelle allemande, en matière de lutte antiterroriste. Un projet que l'opposition rejette en bloc.

Après deux ans de lobbying acharné, le ministre allemand de l'Intérieur Wolfgang Schäuble a finalement atteint son but : la loi qui élargit les compétences de la police fédérale a été adoptée par les députés avec les seules voix des sociaux-démocrates et conservateurs. Jusqu'au dernier moment, les opposants à la "loi BKA" ont manifesté leur désaccord. Pour Renate Künast, présidente du groupe des Verts au Bundestag, le projet élaboré par l'ancien ministre de l'Intérieur Otto Schilly et son successeur Wolfgang Schäuble vise à "créer un FBI à l'allemande qui aurait à la fois les pouvoirs des services secrets et ceux de la police criminelle". Des allégations que Wolfgang Schäuble a balayées d'un revers de manche, ramenant le débat à des considérations pragmatiques :

« La plupart des gens qui critiquent cette loi n'ont pas du tout compris que la police criminelle fédérale va obtenir des prérogatives que toutes les polices régionales ont depuis déjà 50 ans. Quand on explique cela aux gens, ils se demandent à quoi bon toute cette dispute ! C'est pour cela que je trouve important de parler du contenu, ce qui permet aussi de s'attaquer aux questions critiques. »

Les nouvelles compétences accordées à la police fédérale visent à prévenir tout risque d'attentat sur le sol allemand. Selon la loi, les personnes suspectées de terrorisme pourront être surveillées, par l'intermédiaire de mini-caméras ou micros installés à leur domicile ou dans les lieux qu'ils fréquentent ou grâce à l'enregistrement de leurs communications téléphoniques. Mais la grande nouveauté de cette loi - et le point le plus controversé - concerne la surveillance à distance des ordinateurs, notamment par le biais de "chevaux de Troie" envoyés aux utilisateurs par courriel. Une mesure qui devra être doublement approuvée : d'abord par un juge chargé de décider s'il y a oui ou non une menace concrète contre des vies humaines ou contre l'Etat, puis par le commissaire fédéral à la protection des données, une étape que le SPD avait posée comme condition.

Malgré toutes ces précautions, l'opposition continue de rejeter le projet. Les Libéraux du FDP, les Verts et Die Linke ont annoncé leur intention de porter plainte devant la Cour constitutionnelle fédérale.

Post-scriptum :

<http://www.dw-world.de/dw/article/0...>